

Editor: Antonio Missiroli (Tel. 84147)

Coordinator: Isabelle Ioannides
(Tel: 87407)

Assistant: Aurélie Therace
(Tel. 64925)

Disclaimer: The views expressed in the BEPA Monthly do not necessarily reflect those of the European Commission.

CONTENTS

Around the corner	1
Comment la crise peut refonder la légitimité de l'Union	2
Over the rainbow	5
Think Tank Twitter	6
BEPA News	8

EDITORIAL

By Antonio Missiroli

Around the corner

Has the EU crisis just turned a corner? If so, 12 September might well be remembered as a critical turning point: the ruling of the German Constitutional Court, clearing the way for the entry into force of the ESM, and the outcome of the Dutch election (a clear victory for the pro-integration parties and an equally clear defeat for the populist groups) have marked a sort of climate change across the Union. Even Germany's Finance Minister Wolfgang Schäuble has made it clear that "our problems are getting smaller" now.

Moreover, European Council President's van Rompuy's "Issues Paper", released in mid-September as a follow up to the Report of the four Presidents from last June, has floated a number of interesting and innovative proposals on the so-called "building blocks" meant to sustain the future development of the euro zone and the EU as a whole. One is tempted to say, paraphrasing Willy Brandt's famous speech at the Brandenburg Gate in Berlin on the night of 9 November 1989, that now can *grow* together that which belongs together.

12 September is also the day when President Barroso delivered his third "State of the Union" speech before the European Parliament in Strasbourg. His speech is more quoted now for its call for a "Federation of European nation-States" – developing an old intuition by Jacques Delors – than for other policy proposals (on the banking union, for instance) or the invitation to strengthen the democratic legitimacy of the EU. Yet that speech is also seen as the beginning of a fresh public discussion on the future of the Union.

It may have been just a fortuitous coincidence, but the Final Report of the Future of Europe Group of eleven EU Foreign Ministers led by Germany's Guido Westerwelle – released in the wake of President Barroso's speech – has made it even clearer that a debate on how best to make the Union fit for the challenges of the 21st century is now inescapable. It may even come to shape the final stage of the current EU institutional cycle.

This issue of BEPA Monthly Brief – the last one under my editorial responsibility – tries to capture the real challenges of today and to explore how to identify those of tomorrow.

1 Comment la crise peut refonder la légitimité de l'Union

Par Dominique Reynié*

Ce n'est pas l'Union européenne qui est en crise, mais l'Europe et le monde. Tous les jours, nous entendons parler de « crise », d'une crise de l'Union, d'une crise de l'Europe. Mais ce n'est pas « l'Union » qui est en crise, ce sont les Etats du monde entier, et les Etats européens en particulier. Ce n'est pas une crise de mal-gouvernement. Il faut aller plus profondément et comprendre qu'il s'agit d'une crise de transformation, d'une crise historique, qui nous amène tous, irrémédiablement et collectivement, à changer nos modes de gouvernement.

Parmi toutes les causes et les formes de changement qui pourraient être évoquées ici, il en est trois qui affectent particulièrement les puissances du Vieux Continent et qui doivent nous permettre de comprendre à quel point les temps présents exigent de la part de tous les responsables politiques européens une révision de notre façon de penser, de décider, d'agir.

La globalisation : si la globalisation enthousiasme les uns et inquiète les autres, elle est avant tout un fait dont la réalité n'est pas contestable. Elle désigne l'émergence d'un nouveau capitalisme, planétaire, financiarisé, géographiquement plus asiatique qu'occidental, où pour la première fois dans l'histoire économique les pays « émergents », longtemps dominés par nous, réduisent désormais à une vitesse fulgurante l'écart de richesse qui les sépare de nos pays. Ce devrait être un motif de réjouissance, mais pourtant, il n'est pas rare de voir s'exprimer une forme d'inquiétude, comme si la globalisation devait opérer une redistribution planétaire de la richesse économique et de la puissance politique au détriment de nos vieilles nations – alors que nous pouvons penser que la globalisation augmente la quantité de richesses produites dans le monde et organise un partage plus juste du pouvoir planétaire.

Mais la « globalisation » n'est pas qu'une révolution économique, c'est aussi une révolution technologique ; elle n'est pas seulement le résultat de la chute du communisme, elle est aussi la conséquence de

l'émergence du web, de la téléphonie mobile et de tous les moyens numériques de l'information et de la communication. Le résultat de cette rupture technologique est l'avènement d'une sphère publique mondiale dans laquelle s'inscrivent désormais tous les citoyens européens, leurs Etats et l'Union européenne. La conduite des politiques dans les Etats démocratiques en est profondément changée.

Le vieillissement démographique est le deuxième facteur qui bouleverse notre continent. Il n'est pas moins important. Mais ni le capitalisme ni les pays émergents ni la globalisation ne sont responsables du déclin démographique de l'Europe : il s'agit d'un phénomène interne aux pays européens.

Le vieillissement n'est pas une mauvaise nouvelle en soi. Cependant, il entraîne une série de conséquences lourdes que les peuples apprécient rarement : augmentation du temps de travail, redéploiement des dépenses publiques, augmentation de l'immigration, recomposition ethnoculturelle des sociétés.

S'il y a un lien entre la démographie et la globalisation, c'est celui là : nos nations sont appelées à renouer avec la croissance et à redoubler de compétitivité au moment où elles deviennent plus âgées que jamais. Le vieillissement démographique et la compétitivité économique ne vont pas nécessairement ensemble... Or, les gouvernements nationaux ne peuvent guère compter sur l'accroissement de la dépense publique pour faciliter ce passage.

La crise des finances publiques : au même moment, les finances publiques, l'un des outils les plus importants de l'action gouvernementale, connaissent une crise sans précédent. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les nations européennes ont su bâtir des sociétés économiquement prospères, politiquement consensuelles et socialement progressistes grâce à une mobilisation massive des finances publiques. En Europe, depuis plus de 60 ans, la dépense publique a été un instrument central de

* Dominique Reynié est le directeur général de Fondapol.

gouvernement. Aujourd'hui, il est fragilisé par la crise financière et la crise des dettes publiques.

S'agissant de l'état des finances publiques, certes, il varie selon les Etats membres, mais je maintiens que pour des raisons de cycle économique, de vieillissement démographique et de conjoncture dominés par un « credit crunch » global, public et/ou privé, les gouvernements ne pourront plus avant longtemps augmenter leur niveau de dépense publique par de la dette publique comme ils ont tous eu tendance à le faire depuis la seconde guerre mondiale.

Le jeu de ces trois forces caractérise notre temps et nous devons comprendre que nous ne retrouverons pas le monde d'avant; c'est un passage vers un nouveau cycle de l'histoire. C'est pourquoi ne laissons pas dire que l'Union est en crise. C'est le monde qui est en crise.

La crise refonde la légitimité de l'UE

Il est donc faux, du point de vue des faits, de considérer que l'Union est en crise ; il est irresponsable, du point de vue des conséquences, de faire de l'Union une expression de la crise quand elle est précisément la réponse à la crise.

Soutenir les nations européennes et les peuples d'Europe est en effet la vocation de l'Union. Hier, la constitution du marché unique a fourni aux Européens l'un des moteurs les plus efficaces de leur croissance économique. Aujourd'hui, la BCE, le pacte budgétaire, le FESF, la crise économique et financière, la crise des dettes publiques, illustrent parfaitement les vertus de l'Union, à travers le fonctionnement de mécanismes de solidarité, de logiques de mutualisation, sans lesquels les nations et les peuples seraient déjà engloutis compte tenu de la violence et de l'ampleur de la crise.

La souveraineté d'un peuple, d'une nation, c'est sa liberté, c'est la maîtrise de son destin, sa capacité à peser sur le cours des événements pour prospérer, progresser et, quand il le faut, préserver son identité, ses valeurs. Les Etats démocratiques sont des institutions au service des peuples, au service de leur liberté. L'Union européenne aussi. Il existe des souverainetés *nationales*. Mais il doit désormais aussi exister une souveraineté commune, une forme de souveraineté *européenne* destinée à permettre aux

Etats membres de fournir aux peuples les instruments de leur liberté, notamment face à la dépendance par rapport à des forces trop grandes pour être contenues, régulées, maîtrisées par un seul Etat et dont les marchés financiers sont certainement l'un des meilleurs exemples. La globalisation montre que les Etats nations ont besoin d'aménager des systèmes transnationaux spécifiques pour parvenir à peser sur les événements, à contenir ou à réguler les forces qui sont à l'œuvre. Pour les Etats membres, c'est la nouvelle raison d'être de l'Union européenne.

Ainsi, ce n'est plus seulement au nom de la pacification, de la démocratisation et de la croissance économique que l'on peut justifier l'Union, comme nous le faisons à raison depuis la fin de la seconde guerre mondiale. C'est désormais aussi au titre de la conjonction du vieillissement démographique, de la crise des finances publiques et de la globalisation, laquelle retire aux nations une part de la puissance publique dont elles disposaient antérieurement. L'Union peut les aider à retrouver une partie de cette puissance perdue ou menacée en organisant une souveraineté commune incarnée dans une puissance publique supplémentaire. Seuls les peuples membres de l'Union peuvent aujourd'hui compter sur une force transnationale qui n'appartient qu'à eux : l'Union européenne est leur privilège.

Une puissance publique supplémentaire

Dans le monde nouveau qui s'ouvre devant nous, les peuples d'Europe doivent trouver dans l'Union une puissance publique supplémentaire. L'Union ne viendra pas à la place des puissances publiques nationales mais en plus, en appui, afin de fortifier les outils politiques dont disposent les peuples d'Europe pour orienter leur destin et peser sur le cours des choses.

Aujourd'hui, plus encore qu'hier, la souveraineté des peuples passe par l'Union. C'est la souveraineté partagée. Il ne s'agit pas de « transfert de souveraineté » comme l'on a pris l'habitude de le penser. L'idée d'un « transfert » de souveraineté implique une perte, une fuite, un déficit de souveraineté. Bien au contraire, il s'agit d'un gain de souveraineté, par le truchement d'une force commune, l'UE, née d'une mutualisation d'une fraction des souverainetés

nationales particulières : l'Union offre une souveraineté supplémentaire.

Pour les peuples, c'est une chance, mais pour les Etats aussi. Il n'est pas plus question aujourd'hui qu'hier de bâtir un super Etat, un Etat fédéral qui dominerait tous les autres. Il ne s'agit pas de remplacer tous les Etats nationaux par un Etat européen. Non, il s'agit de mettre cette nouvelle puissance, celle que l'on tire de l'Union, au service de chacun des Etats membres. Ce gain d'efficacité résulte de la mutualisation des forces singulières portées par chacun des Etats membres. Il s'accomplit au nom et au service des peuples d'Europe. C'est pourquoi l'Union et toutes les institutions qui la représentent et la font vivre, à commencer par le Parlement européen et la Commission européenne, doivent revendiquer leur préoccupation pour les peuples d'Europe.

Pour donner corps à cette puissance publique supplémentaire, le bien public commun peut être ce qu'incarne aujourd'hui l'œuvre de la BCE. Permettre à des nations en difficulté de refinancer leur dette à un prix qu'elles n'obtiendraient pas sans l'UE est exactement l'illustration de ce qu'il faut faire ! Mais il faut le formaliser en une affirmation politique et le proclamer haut et fort.

Au sein de l'Union, pourtant, l'idée européenne est fragilisée. La crise de l'euro et la crise de l'endettement public avivent le scepticisme, voire l'hostilité des Européens à l'égard de l'Union. L'Europe exaspère parce qu'elle ne parvient pas à se défendre contre l'accusation d'être la responsable des programmes nationaux de retour à l'équilibre des comptes. Des entrepreneurs politiques aux abois orientent contre l'Union la colère de citoyens douloureusement rappelés au principe de réalité.

Mais, d'un autre côté, les Européens semblent mieux comprendre la nécessité de l'Union. Non pas parce qu'elle apporte la paix, la démocratie et la prospérité, car ces acquis magnifiques, indiscutables, semblent aller de soi – c'est le cas de la paix. D'autres acquis ont cessé de faire l'unanimité – c'est le cas de la démocratie et de la prospérité.

C'est sur d'autres bases qu'un nouvel attachement à l'Europe voit le jour. Il est fait de pragmatisme, plus que d'idéal, mais il est puissant, car fondé sur la perception d'un intérêt, et pour cela capable de croître rapidement. Il est porté par un sentiment d'urgence. Ce nouvel attachement à l'Union vient de l'intuition que les nations du Vieux Continent n'ont pas la capacité d'affronter les défis du monde nouveau en renonçant aux bénéfices d'une coopération étroite, organisée et institutionnalisée avec leur voisins, proches ou plus lointains. C'est ce que je nomme le « stato-scepticisme », le scepticisme concernant les capacités de l'État-nation à l'ère de la globalisation, le scepticisme à propos de sa puissance réelle.

C'est pourquoi, loin de replier l'idée européenne, il faut au contraire la déployer et donner aux Européens ce qu'ils attendent : une nouvelle dimension de leur puissance publique qui assure aux nations du Vieux Continent la possibilité de conserver leur liberté dans l'histoire qui commence. Une puissance publique supplémentaire qui rendra compte de ses actions devant la communauté des États et le grand peuple des Européens.



José Manuel Barroso délivrant le discours sur l'Etat de l'Union le 12 septembre 2012.

2 Over the rainbow

By *Antonio Missiroli**

“The difficulty” – John Maynard Keynes famously said – “lies not so much in developing new ideas as in escaping from old ones”. There are indeed many examples to prove his point: long-time country and regional experts tend to stick to tested approaches and underestimate drivers of change; government officials cling to the status quo and prioritise muddling through as their default option; diplomats privilege process-driven and reactive decisions; even scientists, sometimes, are conditioned by “groupthink”. The Report that the British Academy delivered not long ago to the Queen on why the 2007/08 financial crisis was not anticipated highlighted “a massive lack of imagination by a large number of very bright people”. Social sciences have conceptualised such reflexes as ‘path dependency’ – exactly what Keynes meant with his aphorism.

A conference organised by the School of International Futures (www.soif.org.uk) at Wilton Park this summer discussed how to help change all this. Indeed, big protracted economic crises – along with large-scale wars – have often prompted new thinking. Cassandras have thus been suddenly rehabilitated, Pollyannas temporarily downgraded. Independent analysis capable of challenging dominant paradigms has been encouraged, intelligence-based reappraisal of common assumptions welcomed. The Great Depression, World War II, the Cold War (and its end), and now the financial and economic crisis: to different degrees, they have all triggered a flurry of new approaches focused on identifying possible futures and looking beyond the smoke screen of current events. To give an example: the years 1953, 1958 and 1961 have long been identified – especially in Europe and across the Atlantic – with a sequence of “Berlin crises”. In retrospect, the discovery of the DNA helix by Crick and Watson (1953), the invention of the semiconductor by Fairchild (1958), and Gagarin’s first ever flight around the planet (1961) have arguably been much more relevant in shaping the world as we know it now. In other words, what you see is *not* (or not necessarily) what you get.

* *Antonio Missiroli is an Adviser in the Outreach Team in BEPA.*

The foresight saga

One of the most interesting side effects of the current crisis is indeed the growth of a new industry: what in spoken English used to be called “blue sky” thinking is now variously declined as horizon scanning (especially in the UK), global trends or strategic foresight (particularly in the US), international futures, scenario planning. These are not synonyms: to expert eyes, on the contrary, their methodologies differ markedly – they include classic forecasting, chaos and complexity theory, network-based approaches – as do the results they can bring. Some aim at raising awareness and fostering preparedness; others at offering menus of alternative policy options. In the financial world, risk analysis relies on both. In public policy, these are increasingly seen as indispensable tools for 21st century statecraft.

An old military adage says that time (and money) spent on reconnaissance is never wasted. Yet policy customers often find “future thinking” interesting but not useful, essentially because it challenges the status quo. Currently in its second phase of implementation, the ESPAS project – the inter-institutional European Strategy and Policy Analysis System jointly originally launched in 2011 by the European Parliament, the Commission, the Council and the EEAS [see BMB 43] – tries to defy this prejudice and vindicate military wisdom by providing educated views of possible futures (horizon 2030) to assist EU policy-makers in their next action (horizon 2020). Forecasting can help acting as it encourages building resilience. It can also help factor in shocks and articulate mitigation strategies. Above all, it can help prepare institutions and decision-makers for the unexpected and the undesired.

In the famous Hollywood movie trilogy *Back to the Future*, the bad guy makes loads of money by using a sport almanac left behind by the time travellers to bet on results. It is high time the good guys, too, hedged their bets successfully.

3 Think Tank Twitter

Think Tank Twitter (TTT) aims to provide regular information and updates on what is produced by think tanks and research centres across Europe (and beyond) on EU policy issues. As an analogy to the original Twitter, each summary – or tweet – does not exceed 140 words, rather than characters. Those who wish to signal new publications for possible inclusion can send them to the email address bepa-think-tank-twitter@ec.europa.eu

Fiscal Rules: Timing is everything

Influential voices have argued against the EU's perceived obsession with fiscal discipline, which risks being self-defeating in bad times. However, EU fiscal rules are not as rigid as commonly thought, but represent a sophisticated system of surveillance and ex-post control that provides sufficient room for manoeuvre under exceptional circumstances. The EU fiscal framework has come under attack more because of the timing of the application of the new rules than for substantive reasons. The authors argue that: fiscal surveillance should be prioritised over enforcement of sanctions for excessive deficits; it is inconsistent to allow for exceptional circumstances, while not recognising up-front the role of surveillance; and there is scope to decide that slow growth at member state level and EU levels acts as a constraint on fiscal consolidation.

<http://www.bruegel.org/publications/publication-detail/publication/749-fiscal-rules-timing-is-everything/>

Indicators for the Social Market Economy

Do the national economic orders follow the logic of ordoliberalism, i.e. the principles of a social market economy, as defined by Walter Eucken who offers an elaborate normative discourse on it? According to the latest policy brief by the Bertelsmann Stiftung, the monitoring of the Europe 2020 targets lack indicators for the overarching economic order in which the relevant policies are embedded. In a study announced for the end of this year, the University of Münster is developing an index to measure and monitor the convergence of EU economies towards a Social Market Economy. Four elements will serve as foundations of the framework that allows market to thrive in an institutional environment of structured regulations to prevent market failures. These are: competitive and efficient market allocation; efficient property rights; economic and ecological sustainability; and social inclusion.

http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xbr/SID-7F906ED6-1AE4ACCB/bst_engl/xcms_bst_dms_36326_2.pdf

Completing the Euro

The euro area will have to tackle in the coming decade three major challenges: prevent large and persistent Economic and Monetary Union heterogeneities; make the EMU fiscal framework more sustainable and resilient to solvency crises; and establish an appropriate framework for banking supervision and resolution. The report suggests creating: a European Debt Agency in order to rebalance fiscal rights and duties; an automatic cyclical stabilisation fund outside the EU budget to alleviate the effects of endogenously generated EMU cyclical divergences; and a euro area banking union (euro area banking supervision authority with micro-prudential powers plus a euro area agency). Finally, a sui generis form of fiscal federalism is advocated, which is as much as necessary but as little as possible.

http://www.notre-europe.eu/uploads/tx_publication/CompletingTheEuro_ReportPadoa-SchioppaGroup_NE_June2012_01.pdf

The Divisiveness of Mobility: Fuelling populism in the euro and Schengen areas

The authors outline how two EU flagship projects, the Euro and Schengen areas, left a subsection of the population questioning the promised advantages of free movement and argue for flanking measures to the reform of the two projects to ensure mobility for the young, the poor, and the badly qualified. In the Euro area, the authors call on northern European governments to: deepen European integration; step up solidarity; and protect liberalism. Mobility has benefited mostly the qualified and skilled citizens of southern and eastern Europe. Efforts to shore up the Schengen and Euro areas should be complemented by an improvement of classic mobility measures and tools, as well as an active EU effort to tailor its existing mobility schemes to those citizens who need them most.

http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2012C21_pks_swd.pdf

EU Migration Policy in the Wake of the Arab Spring

This paper investigates the development of the Dialogues for Migration, Mobility and Security with the Southern Mediterranean in a post-Lisbon Treaty institutional setting. It asks to what extent the application of the Lisbon Treaty and the creation of an EU High Representative/Vice-President of the Commission, supported by a European External Action Service, have remedied or reinvigorated the ideological and institutional struggles around the implementation of the Global Approach. The authors argue that the success of this approach and its potential to establish genuine cooperative partnerships that will support smooth economic and political transformation in North Africa hinge on the working arrangements and institutional configurations shaping the renewed GAMM at EU level, which has long been marked by internal fragmentation, a lack of transparency and a predominance of home affairs and security actors.

<http://www.ceps.eu/book/eu-migration-policy-wake-arab-spring-what-prospects-eu-southern-mediterranean-relations>

A Power Audit of EU-North Africa relations

While Europe could help more open and dynamic societies take root in North Africa, it is absorbed by the economic crisis and is not delivering on its promised support. Yet, the scale of the post-revolutionary challenges in Egypt, Libya and Tunisia is daunting, and substantial EU and member state interests are at stake: trade, investment, energy, North African immigrant communities and security. The authors argue that the EU and its key member states must: go beyond simple 'more for more' conditionality and take a strategic view of the region and their relations with Europe; promote intra-regional cooperation (e.g. developing solar power and trade); help North African states tackle instability in the Sahel and other security concerns; and treat North African countries as partners rather than clients. Revolutions need political, not technocratic, responses.

http://ecfr.eu/page/-/ECFR62_NAPA_REPORT.pdf

Transatlantic Trends 2012

The report paints a picture of a complex relationship between the United States and Europe, and how they respond to global challenges. Some findings stand out, including: EU respondents' steadfast support for the EU (less so for the euro) in the midst of crisis, despite broad divergences of opinion across the EU; a broad disenchantment with domestic economic institutions and norms; and Americans' renewed focus on Europe, despite the announced defence "pivot" to Asia. The report also shows that while majorities on both sides of the Atlantic have unfavourable views of Russia, two-in-three Russians polled held a favourable view of the EU. Also, although Turkish feelings for the EU and United States continued to warm somewhat over the past year, a majority of Turks still view the EU and the United States unfavourably.

http://trends.gmfus.org/files/2012/09/TT-2012_complete_web.pdf

The Climate is Changing - is Europe ready?

This paper examines the impacts of climate change and the importance of adaptation for three sectors: agriculture and natural resources; infrastructures; and Europeans' health and well-being. It analyses the economics of climate change adaptation and the different solutions for financing and cooperating in the projects needed. The authors demonstrate that although climate change adaptation is primarily a national responsibility, the EU based on various tools at its disposal, could provide a checklist of indicators that would enable member states, regions and businesses to: develop the right adaptation measures for a given region or sector, taking into consideration its vulnerabilities, but also the possible benefits and adverse effects of these measures; deliver the needed measures in a timely and cost-effective manner; and ensure that the measures are effective in the long run.

http://www.epc.eu/documents/uploads/pub_2945_climate_change_adaptation.pdf

4 BEPA News

Arrivées et départs

Le BEPA tiens à féliciter Antonio Missiroli, actuellement conseiller dans l'équipe Outreach and responsable du secteur « European Dialogue », qui a été nommé Directeur de l'Institut des Etudes de Sécurité de l'UE.

Dans le cadre du programme des visiteurs, le BEPA a accueilli Dominique Reynié, directeur général de Fondapol, en juillet/août dans le but de la préparation d'une analyse et d'une série de recommandations sur le lien que les Européens entretiennent avec le principe de l'Union à l'âge de la globalisation.

Peter Dun, conseiller au sein de l'équipe Outreach est retourné au Royaume Uni pour reprendre ses fonctions au Foreign Service.

En début août, Cristina Ruiz Jano est venue renforcer l'Unité de Coordination notamment sur la gestion financière. Au début de septembre, Emma Gormley a rejoint le BEPA pour remplacer Patricia Murray (assistante de l'équipe Analysis) qui est partie en mi-août.

Nos trois stagiaires blue book – Niklas Heusch, Erik Olsson et Carole Richard – ont quitté le BEPA fin juillet.

Nous souhaitons la bienvenue à nos nouveaux collaborateurs et souhaitons tout le meilleur à ceux qui nous ont quittés.

Evénements

Le 17 septembre, le Président Barroso a reçu une vingtaine d'artistes européens au Berlaymont. Cette réunion faisait suite à son discours sur l'Etat de l'Union dans lequel le Président lançait un appel aux intellectuels et aux personnalités du monde culturel afin de déterminer ce que l'Europe pouvait faire pour la culture et ce que la culture pouvait faire pour l'Europe. A l'issue de cette réunion, le Président a proposé que se tiennent en octobre 2013 les « Etats généraux de la Culture et de la Pensée » et la création d'une plateforme pour communiquer et débattre de l'Europe. Parmi les artistes ayant participé à la réunion on retrouve notamment le musicien Jordi Savall et le compositeur et chanteur du groupe ABBA, Björn Ulvaeus.

Le BEPA a organisé conjointement avec COMALACE une Séminaire de Dialogue intitulé « Vers une Solidarité Intergénérationnelle en Europe » le 26 septembre. Les discussions ont porté sur les bonnes pratiques, les défis et les propositions pour renforcer la croissance, créer de l'emploi et booster la cohésion sociale européenne. Les participants ont également débattu des différentes perspectives en Europe sur les politiques sociales en faveur d'une solidarité intergénérationnelle.

Le 18 septembre, le secrétariat du Groupe EGE a organisé une table ronde afin d'assurer un dialogue transparent parmi toutes les parties prenantes sur l'Avis sur l'éthique de l'énergie. La réunion regroupait des membres de la communauté scientifique, de l'industrie, de la société civile, des décideurs, des médias et le grand public. Un rapport sur l'événement sera préparé prochainement.

Activités à venir

Le 2 octobre, le BEPA organise une conférence de haut niveau intitulée « Connecting Europe Facility » (CEF) où interviendront un nombre de grandes sociétés dans les domaines du transport, de l'énergie et de la communication. Tout particulièrement, le Président Barroso ouvrira la conférence avec le Ministre chypriote de la Communication et des Travaux Efthymios Florenzou (en tant que représentant de la Présidence chypriote du Conseil) et le Président de la Table Ronde Européenne des Industriels Leif Johansson. L'événement compte aussi la participation des Vice-présidents de la Commission Neelie Kroes et Siim Kallas et des Commissaires Johannes Hahn et Günther Oettinger. Le Premier Ministre de l'Estonie Andrus Ansip clôturera la conférence.

Le 16 octobre, le BEPA en collaboration avec le German Marshall Fund of the United States vont animer un séminaire sur les conséquences que les découvertes de réserves de gaz dans la Méditerranée de l'est peuvent avoir pour l'UE et ses partenaires internationaux. L'événement qui regroupera des experts européens et américains s'attardera sur la diversification des sources

énergétiques de l'Europe ; les défis et les opportunités pour Chypre et Israël ; le rôle des pays voisins ; l'infrastructure nécessaire pour une éventuelle exportation vers l'Europe ; et le renforcement de la sécurité énergétique des pays de la région méditerranéenne de l'est.

Le 17 octobre, le BEPA et le Comité des Représentants des Eglises orthodoxes auprès de l'UE (CROCEU) organisent un Séminaire de Dialogue sur la contribution de l'église orthodoxe à la politique sociale européenne et plus globalement à la promotion de la solidarité dans le contexte actuel de la crise économique. La Commissaire chargée des affaires maritimes et de la pêche, Maria Damanaki, discutera la création d'un avenir soutenable pour sortir de la crise économique. Les participants auront l'occasion de débattre de l'impact de la crise économique sur les structures sociales de la société européenne ; des perspectives de l'église orthodoxe sur les défis et de ses expériences dans le domaine de la cohésion sociale ; et de la solidarité entre les générations.

Du 3 au 5 octobre, le Groupe EGE se réunira à Nicosie dans le contexte de la Présidence chypriote du Conseil de l'UE afin de débattre du thème « éthique de l'énergie ». En parallèle aura lieu le Forum des Conseils nationaux d'éthique (NEC), une organisation indépendante agissant comme plateforme pour l'échange d'informations et de meilleures pratiques sur des questions d'intérêt commun dans le domaine de l'éthique et de la science.

Publication

Missiroli, Antonio et Ioannides, Isabelle (dir.) *European Think Tanks and the EU*. Berlaymont Paper n° 2. Bruxelles : BEPA, Commission européenne, septembre 2012. Disponible en ligne : http://ec.europa.eu/bepa/publications/policy-brief/index_en.htm



Photo de famille de la rencontre entre le Président Barroso et les représentants du monde culturel le 17 septembre 2012.